

Les problèmes au Sahel transcendent les frontières, notamment à cause de la perméabilité de ces dernières et de la faible capacité des forces de sécurité dans les zones frontalières. Dans la région du Liptako-Gourma qui couvre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, les communautés frontalières sont sous pression croissante face à la violence armée, la rareté des ressources et les conflits intercommunautaires, ce qui affecte la cohésion sociale dans ces zones marginalisées. Le Groupe Danois de Déminage (DDG) et le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) mettent en œuvre un programme de Gestion et Sécurité aux Frontières au Sahel avec l'objectif de réduire la violence armée, améliorer la sécurité des communautés et renforcer la gestion et sécurité des frontières en collaboration avec les communautés et les autorités frontalières.

Objectifs:

Se basant sur les conclusions d'une évaluation des besoins de sécurité aux frontières réalisée en mai-juin 2014, le programme vise à :

- Identifier les sources de conflit en zones frontalières et travailler avec les autorités locales et nationales au renforcement des mécanismes de prévention et gestion des conflits
- Renforcer la confiance, le dialogue et l'échange d'information entre communautés autorités et forces de sécurité de part et d'autre des frontières
- Développer un système de gestion des frontières qui permet d'en garantir la sûreté tout en diminuant les risques sécuritaires
- Générer des alternatives au déplacement, à la criminalité et à la violence armée pour les jeunes à risque
- Renforcer les capacités des autorités frontalières par la dispense de formations, d'équipements et d'infrastructure

Coopération avec les gouvernements:

DRC-DDG travaille avec les autorités (Police, Gendarmerie, Douanes, Autorités Frontalières) au renforcement des capacités de gestion des frontières et facilite la coopération des autorités travaillant sur les frontières. DRC-DDG fournit:

- De l'expertise technique en prévention et réduction de la violence armée via la formation en gestion des conflits et médiation et l'appui à la mise en place de mécanismes communautaires de gestion des conflits
- Un appui-conseil sur les politiques publiques relatives aux problèmes de sécurité et gestion des frontières
- Un renforcement de la collaboration transfrontalière entre autorités et communautés
- Un appui au développement de systèmes et d'interfaces d'échange d'information entre les agences gouvernementales
- Un appui à la réhabilitation et construction d'infrastructures à petite échelle.

Coopération avec les communautés:

DRC-DDG utilise une approche basée sur la communauté :

- En facilitant le dialogue entre autorités, responsables de sécurité et communautés
- En développant les capacités des communautés à concevoir des plans de protection communautaires
- En renforçant les moyens de subsistance dans les zones frontalières via la formation en entrepreneuriat et l'appui à des activités génératrices de revenus (AGR), le renforcement des réseaux économiques frontaliers et transfrontaliers, et la réhabilitation de marchés
- En appuyant aux niveaux technique, matériel et logistique les initiatives transfrontalières locales de prévention et gestion des conflits
- En soutenant les communautés dans leurs efforts de diminution des menaces liées aux armes de petit calibre et Restes Explosifs de Guerre (REG)

Pour plus d'information sur la programmation DRC/DDG au Sahel, contactez le Directeur Régional de DDG, Yann Faivre : regional.manager@ddgwestafrica.org

Zones d'intervention:

Burkina Faso, Mali, Niger
Financement:
Gouvernements du Danemark, des Pays-Bas et des États-Unis

Résultats récents

- 13 ateliers de dialogue facilités entre les communautés et les services de sécurité. 47 forums de discussion avec les représentants communautaires et les services de sécurité tenus dans 13 localités frontalières
- 13 Plans de Protection Communautaire (8 validés par les communautés et 5 en cours de développement)

- 1718 membres des communautés formés en gestion de conflits dans 13 communautés
- 4 activités transfrontalières entre les communautés
- Enquête sur les Connaissances, Attitudes et Pratiques (REG et ALPC) dans 12 communautés. 159 sessions d'éducation aux risques pour 2960 personnes (2393 ALPC; 567 mines/REG)

- 3 formations aux services de sécurité du Burkina Faso, du Mali et du Niger en prévention, gestion et analyse de conflits
- Personnel du programme formé en médiation et facilitation de dialogue
- Formations sur les Activités Génératrice de Revenu et les Associations Villageoise d'Épargne et de Crédit aux communautés

